



Women in Informal Employment:
Globalizing and Organizing

BULLETIN D'INFORMATION OB

Décembre 2021

Un bulletin d'information pour les organisations de
base des travailleuse·eur·s de l'informel

Élaboré par : Programme Organisation et représentation de WIEGO

Des raisons de célébrer

Le temps de la réflexion et de l'accompagnement

Nous vous souhaitons la bienvenue à la troisième édition du renouvelé bulletin d'information pour les OB. Nous espérons que vous aimerez la pléiade d'histoires dans cette édition. À la une : les travailleuse·eur·s à domicile de partout dans le monde ont célébré leur journée spéciale avec une grande joie, car c'était la première depuis le lancement de HomeNet International. Nous faisons état également : de la reprise du Conseil de salaires des travailleuses domestiques ; du soutien apporté aux travailleuses domestiques par leurs organisations syndicales ; de la sixième assemblée nationale des récupératrice·eur·s de matériaux de l'Uruguay ; et de bien d'autres.

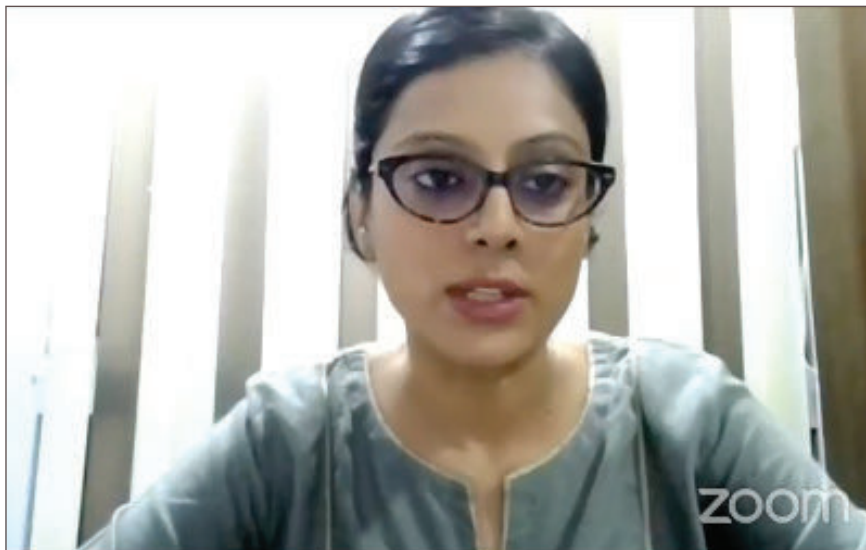
Nous invitons nos lectrice·eur·s des organisations de base à nous faire part de leurs récits. Ayez la gentillesse de les envoyer à Sope Ogunrinde, à l'adresse sope.ogunrinde@wiego.org

La Journée des travailleuse·eur·s à domicile porte sur la protection sociale

Le 20 octobre 2021, **plus de 140 travailleuse·eur·s à domicile de partout dans le monde** –ainsi que leurs allié·e·s– ont célébré la Journée des travailleuse·eur·s à domicile.

Ce fut une occasion que nous portons au cœur, car nous célébrons ensemble cette Journée des travailleuse·eur·s à domicile pour la première fois depuis le lancement de HomeNet International (HNI), en février 2021.

La protection sociale a été au cœur du webinar mondial, s'agissant d'un enjeu majeur pour les travailleuse·eur·s à domicile, surtout pendant la pandémie. Ce groupe est le plus durement touché par les différents isolements sociaux alors imposés, n'ayant qu'un accès très restreint à la protection sociale et aux mesures de secours.



Janhavi Dave, coordinatrice internationale de HNI.

Lors du webinaire, les travailleuse·eur·s à domicile nous ont fait part de leurs difficultés, leurs revendications et leurs interventions réussies en matière de protection sociale, en formulant des suggestions à propos du travail de HomeNet International l'année prochaine.



Dans différents pays, les affiliées de HNI - telles que la Fédération des travailleuses à domicile du Pakistan- ont organisé des manifestations et d'autres événements pour marquer la journée.

Qu'entend-on par protection sociale ?

Des travailleuses à domicile nous expliquent ce qu'est la protection sociale [en plusieurs langues].



HomeNet de l'Asie du Sud a rassemblé des messages, récits et capsules vidéo enthousiasmants, faits tous par des travailleuse·eur·s à domicile pour leur Journée internationale.

Cercles d'échange des connaissances sur l'éducation populaire

Des représentant·e-s de plusieurs organisations de travailleuse·eur·s à domicile se sont réuni·e-s, les 28 juillet, 11 et 25 août 2021, avec l'éducatrice populaire Nélida Céspedes. Dans l'ordre du jour : entamer une démarche d'apprentissage et de réflexion au sujet de l'éducation populaire [ou permanente], son processus méthodologique et son importance pour le développement individuel des personnes et pour le développement social et organisationnel ; y ont participé : l'ATEMDO (Association des travailleuse·eur·s à domicile au Brésil), la CONTRADO (Instance nationale de coordination des travailleuse·eur·s à domicile au Chili), la CTCP (Confédération des travailleuse·eur·s indépendant·e-s du Nicaragua), le RENATTA (Réseau national des travailleuse·eur·s indépendant·e-s au Pérou) et le SITRABORDO (Syndicat des brodeuses à domicile du Salvador).

Les personnes participantes ont échangé des connaissances et confronté leurs expériences, ainsi que les usages, difficultés et raison d'être de leurs organisations. **La réflexion s'est engagée autour de plusieurs types de leadership. Le groupe a pris conscience du fait que l'éducation populaire démarre et aboutit à la réalité vécue par les participant·e-s.**

L'éducation populaire préconise le développement collectif des connaissances et du pouvoir, et cela au travers du dialogue, sur la base de pratiques participatives et démocratiques, tout en promouvant des valeurs telles que la solidarité et le respect.



Les organisations syndicales de travailleuses domestiques en Afrique apportent leur soutien face à la crise de la COVID-19

Dans un contexte où les travailleuses domestiques se font renvoyer, se trouvent en congé non payé à durée indéterminée ou bien voient leurs heures de travail réduites, les organisations syndicales ont fait une adaptation de leurs politiques d'affiliation. En même temps, elles mettent à l'essai différentes méthodes pour aider leurs membres à subvenir aux besoins de leurs familles et familles élargies, tout au long de la pandémie.

En Tanzanie, le Syndicat des travailleuse·eur·s dans le secteur de la protection, de l'hôtellerie et dans le travail domestique (CHODAWU) a modifié ses statuts afin de permettre aux membres de garder leur affiliation pendant deux ans après la perte d'un emploi et non six mois, comme autorisé avant la pandémie. Pendant cette période, l'organisation syndicale les accompagne dans la recherche d'emploi, même si les postes de travail se font rares, car les foyers ne peuvent plus se permettre d'embaucher une travailleuse domestique. Lorsque des membres ne réussissent pas à trouver un travail, l'organisation syndicale essaye, de différentes manières, de les aider à nourrir leurs familles.

En Zambie, le Syndicat de travailleuses domestiques (DWUZ) a mis en œuvre une formation aux rudiments de la couture pour que les membres sans emploi puissent faire des masques et générer ainsi des revenus. La plupart de travailleuses ont recours à la culture de légumes, dont la récolte est stockée dans des banques alimentaires où les membres sans ressources peuvent trouver de la nourriture. Les affiliées employées ont mis en commun leurs ressources dans le but de porter secours à leurs collègues sans emploi qui, se trouvant dans l'impossibilité de payer leur loyer, risquent l'expulsion.

La FITD, l'organisation mère, a apporté son soutien à l'organisation syndicale, en se servant de son propre fonds de solidarité, et la présidente de DWUZ, Dorothy Kasaro, lui a exprimé sa reconnaissance. Grâce au fonds, 50 travailleuses domestiques ont pu payer les frais de scolarité de leurs enfants.

Tout en accompagnant leurs membres à trouver d'autres moyens de subsistance à court terme, **les organisations syndicales arrivent à impliquer leurs membres sans emploi dans leurs activités, notamment dans le travail d'organisation et de renforcement des capacités.**

Les organisations syndicales des travailleuses domestiques ont constaté la nécessité de protection sociale, tout particulièrement l'assurance médicale obligatoire pour l'ensemble des membres.



Digna Nicholaus, une travailleuse domestique à Dar es Salaam, Tanzanie.

Crédit photo : Fanuel Halelwa

Un moment historique pour les vendeuse·eur·s de rue en Afrique du Sud

Dans le Gauteng, la province la plus peuplée en Afrique du Sud, quarante leaders des vendeuse·eur·s de rue et des représentant·e·s du gouvernement ont signé une déclaration commune historique, le 14 octobre 2021, à la suite d'une réunion de deux jours entre les parties.

La déclaration met noir sur blanc des engagements pris par les parties, dont la mise sur pied en priorité d'instances de négociation, ainsi que la mise en œuvre des [Directives pour le commerce dans l'espace public](#), élaborées à caractère progressiste par l'Association sud-africaine des collectivités locales (SALGA).

Gauteng est le berceau de cinq villes, dont Johannesburg, la métropole de l'Afrique du Sud. Avec le soutien de WIEGO, SALGA a convoqué la réunion, en s'assurant de la participation de leaders des vendeuse·eur·s de rue, coordonnée, celle-ci, par la Plate-forme des commerçant·e·s de l'informel à Johannesburg (JITP).

Avant d'arriver à un accord, les leaders des travailleuse·eur·s ont exprimé leur frustration à propos de différents aspects : le harcèlement policier, l'absence de progrès quant aux instances de négociation, l'inadaptation, par leur taille et conception, des espaces dédiés au commerce et le manque de soutien financier pour mitiger les répercussions de la pandémie. Quelques leaders ont fait preuve d'une véhémence explosive !

Après des années de lutte pour se faire écouter par les autorités, les leaders des travailleuse·eur·s sont ravi·e·s des résultats qui découlent de cette déclaration et en attendent donc la mise en œuvre avec impatience.



*Tshepang Fanya,
vendeuse·eur·s de rue.*

Crédit photo : Jane Barrett

Le Conseil de salaires du Kenya relancé

Ruth Khakame, qui fait partie du Comité exécutif national et mène la coordination de la jeunesse au sein de l'Union des hôtels, établissements d'enseignement, hôpitaux et secteurs connexes du Kenya (KUDHEIHA), nous fait état de l'importance d'avoir réinstauré le Conseil de salaires des travailleuses domestiques, après sa dissolution dans les années 1980.

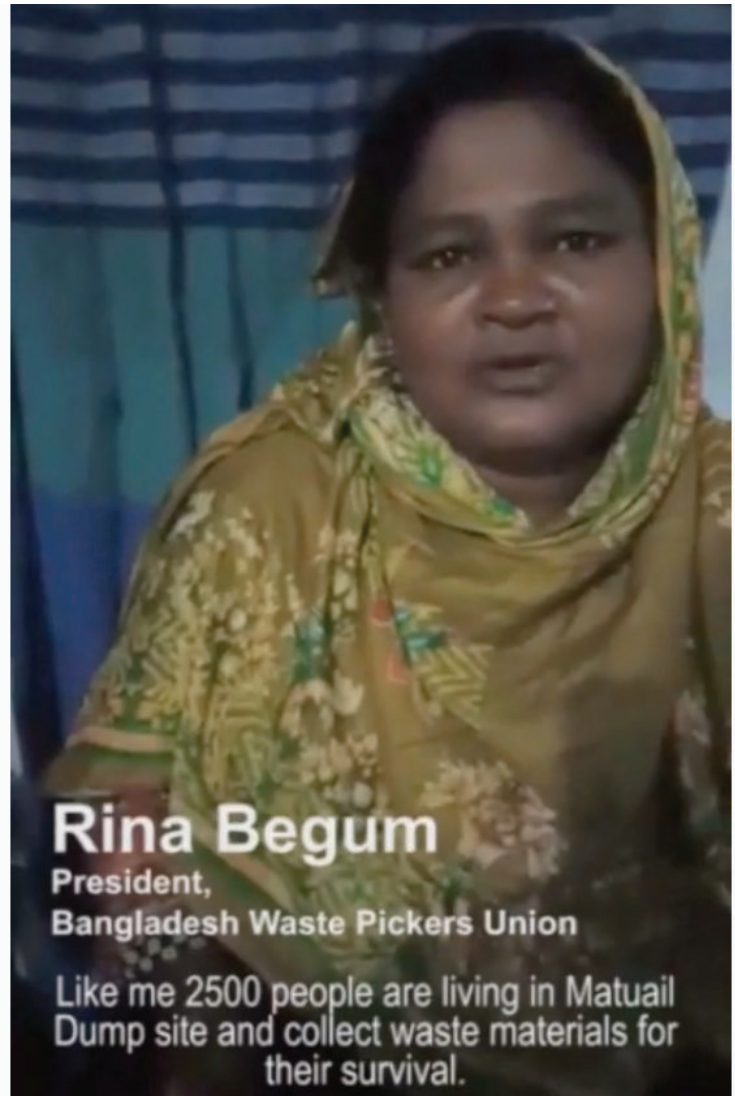
Le Conseil de salaires, relancé par le ministère du Travail, a pour fonction principale l'enquête sur la rémunération et les conditions d'emploi dans le secteur des travailleuses domestiques.

Lors de la campagne pour la ratification de la convention C189, l'organisation syndicale a fait un rapport sur le statut des travailleuses domestiques au Kenya, donnant lieu à un exposé de position sur la matière. Par ce biais, KUDHEIHA a proposé, entre autres, de faire appel au gouvernement pour remettre en place le conseil de salaires afin d'y faire écho de la voix des travailleuses domestiques. Leur représentation au sein du conseil d'administration donne l'occasion, à KUDHEIHA, de veiller à ce que les priorités de ce groupe de travailleuses soient examinées au cours des trois prochaines années.

« Pour nous, l'enjeu principal consiste à faire ratifier la C189 et à obtenir de meilleures salaires et conditions d'emploi dans notre secteur. »

Face au changement climatique, l'organisation syndicale des récupératrice·eur·s de matériaux au Bangladesh lance un appel pour obtenir du soutien

Dans cette [vidéo](#), **Rina Begum, présidente du Syndicat bangladais des récupératrice·eur·s de matériaux**, nous met en garde contre les dangers que fait peser le changement climatique. Elle nous fait part aussi du travail que mènent les récupératrice·eur·s afin de mitiger ces menaces.



Une alliance sénégalaise interpelle le gouvernement au sujet des déficits en matière de travail décent

Quinze organisations syndicales de travailleuse·eur·s de l’informel, ainsi que le secrétaire général Mody Guido et ses adjoints de la Confédération nationale des travailleuse·eur·s du Sénégal (CNTS), ont fait cause commune, lors de la Journée mondiale d’action pour le travail décent, le 7 octobre, pour demander une meilleure protection des travailleuse·eur·s dans l’économie informelle.

Annie Diouf, secrétaire chargée de l’économie informelle au sein de la CNTS, insiste sur l’importance du secteur informel dans le développement du Sénégal, d’où le [besoin d’un minimum de garanties juridiques et sociales](#). Elle demande aux pouvoirs publics d’intégrer les travailleuse·eur·s de l’informel dans la protection sanitaire, la sécurité sociale et les programmes de logements sociaux.

Adji Séni Diop, présidente de l’association de récupératrices de déchets du site d’enfouissement Mbeubeuss, [s’insurge contre les pratiques et méthodes de l’UCG](#), la société de gestion de déchets du site, à Dakar, la capitale. En effet, les travailleuse·eur·s de l’UCG dérangent et éparpillent les bagages de matériaux recyclables ramassés par les récupératrices, leurs heures de travail partant en fumée par conséquent, nous raconte-t-elle. De plus, des camions poubelles ont causé des accidents où deux personnes ont perdu la vie. Elle demande un meilleur traitement pour les récupératrices et exige des équipements de protection individuelle pour se prémunir contre les éventuels accidents provoqués par des tessons de bouteilles, des seringues jetées dans les poubelles et d’autres objets et matériaux dangereux.

L'organisation syndicale des récupératrice·eur·s de matériaux de l'Uruguay a tenu sa 6ème assemblée nationale

Les récupératrices de matériaux se sont donné rendez-vous en masse, beaucoup plus qu'avant, le 23 octobre dernier, lors de la sixième assemblée nationale de l'**Unión de Clasificadores de Residuos Urbanos Sólidos** (UCRUS ou Union de récupératrice·eur·s de déchets solides en milieu urbain) de l'Uruguay. En effet, il s'agit là d'une des rares organisations syndicales de récupératrice·eur·s dans le monde et, pour la première fois, elle a été formellement intégrée dans la Confédération nationale des syndicats, le PIT-CNT, en tant qu'organisme à part entière. Avec le soutien de WIEGO et de l'Universidad de la República, leur assemblée nationale a eu lieu au siège du Syndicat de l'industrie médicale et services connexes, à Montevideo, la capitale.

Des travailleuse·eur·s provenant de Castillos et des départements de Paysandú et de Salto, venu·e·s à la capitale rejoindre leurs camarades du syndicat.



Des élections se sont tenues et les participant·e·s, faisant partie de coopératives de récupératrice·eur·s de matériaux dans sept régions, celles-ci créées par la Loi sur les emballages, ont partagé leurs défis et leurs victoires.

L'assemblée nationale de l'UCRUS a mis en évidence à quel point les régimes de responsabilité élargie des producteurs (REP), émergeant dans le monde entier, peuvent déterminer de nouvelles formes d'organisation et, en même temps, exercer une influence sur les négociations menées avec l'industrie et les municipalités. Cela fait ressortir l'importance d'avoir une unité bien solide entre les groupes qui représentent les travailleuse·eur·s.

**« ¡Solidaridad, Unidad, Lucha!
» (Solidarité, unité et lutte), revendique le mur peint au fond de la salle, lors de l'assemblée nationale de l'UCRUS.**



Les bagerezi font étalage de leur travail

Les **bagerezi** (dénomination locale pour les récupérateur·e·s de matériaux) ont participé, pour la première fois, au défilé annuel de la Feast of the Clowns (la fête des clowns), qui se tient depuis 21 ans dans la ville de Tshwane, en Afrique du Sud.

Organisée par le Forum de négociation pour les récupérateur·e·s de matériaux à Tshwane, leur participation à cet évènement, le 16 octobre, avait pour objet de mieux faire connaître leur travail dans la ville. Trente-cinq bagerezi, au nom de groupes travaillant dans la voie publique et les sites d'enfouissement, sont descendu·e·s dans les principales rues de Tshwane, en ramassant du matériau recyclable sur le chemin du défilé, et ce, afin de montrer leur travail quotidien à toute personne participant ou assistant au festival. À leur stand, une balance pesait et enregistrait la totalité du matériau ramassé pendant la journée.

Les bagerezi attendent avec impatience le défilé de l'année prochaine – organisé par la Fondation Tshwane Leadership et ses partenaires – et préparent déjà des améliorations pour que leur participation y ait un effet plus important.

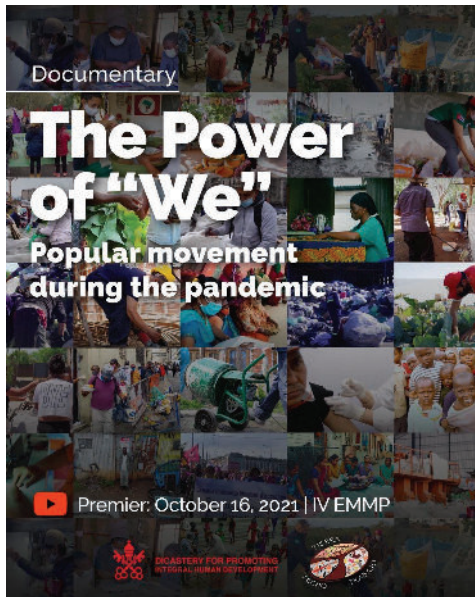
WIEGO apporte son soutien à l'organisation des bagarezi, à Tshwane, et lors de leur participation au Forum de négociation pour les récupérateur·e·s de matériaux.



Cette année, des bagerezi ont pris part au défilé de la Feast of Clowns (fête des clowns), à Tshwane.

Crédit photo : RubiconZA

Ressources à l'intention des OB



IVème Rencontre mondiale des mouvements populaires (IV EMMP), le 16 octobre 2021

→ Le documentaire :

La force de « nous » [The Power of “We”]

Présente Priya Chelladurai, travailleuse à domicile, membre de SAVE, à Tiruppur, en Inde ; Alicia Priol, travailleuse à domicile et représentante de PATAMBA, aux Philippines ; et d'autres représentant·e·s de GlobalRec, HomeNet International, MST-La Via Campesina, PICO Network, Slum Dweller International et StreetNet International, parmi d'autres organisations partenaires du réseau.

La force de « nous » :

ES : youtu.be/Ess_xQ5N1cQ?t=665

EN : youtu.be/9FiL7Eu7XhE?t=665

PT : youtu.be/92-WsRhspQI?t=665

FR : youtu.be/oUXxbhpBFPo?t=665

IT : youtu.be/DR74kfTroHg?t=665

L'événement en entier :

ES : youtube.com/watch?v=Ess_xQ5N1cQ

EN : <https://youtu.be/9FiL7Eu7XhE>

PT : youtu.be/92-WsRhspQI

FR : youtu.be/oUXxbhpBFPo

IT : youtu.be/DR74kfTroHg

→ Podcast : **le Projet Walakolo** par Michael Ogumbe, avec le groupe d'entraide Kibera Walakolo, composé celui-ci de 42 récupérateur·rice·eur·s de matériaux du Kibera, à Nairobi, au Kenya.

<https://anchor.fm/michael-ogumbe/episodes/WALAKOLO-PROJECT-e15luj4>